



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle Administratif des Installations
Classées

COPIE

RÉF. : PAIC/CD

Annecy, le 16 octobre 2017

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2017-0067

Portant mise en demeure de la société PORTIGLIATI à Cluses

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.171-7,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 1978, autorisant les établissements PORTIGLIATI et Fils à exploiter une installation de récupération de ferrailles et de carcasses de véhicules hors d'usage dans son établissement situé sur la commune de Cluses,

VU les arrêtés préfectoraux du 23 avril 2013 et du 18 novembre 2013, complétant et modifiant l'arrêté préfectoral du 4 janvier 1978 précité,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2017 faisant suite à l'inspection du 19 août 2017,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 22 août 2017, il a été constaté ;

- un agrandissement de la surface de l'établissement d'environ 4800 m² pour une emprise autorisée de 10 000 m² environ,
- la mise en service d'un nouveau broyeur de ferrailles conférant au site une capacité de traitement supplémentaire de 20 tonnes par jour,

sans en avoir préalablement été portés à la connaissance du préfet et sans avoir fait l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale, en contradiction avec les dispositions de l'article L 181-14 du code de l'environnement,

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er}

La société PORTIGLIATI, qui exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques ainsi qu'un centre VHU au sein de son établissement implanté allée de la Maladière sur la commune de Cluses, est mise en demeure de déposer, sous un délai de 3 mois, un dossier de demande d'autorisation environnementale suite à la modification des conditions d'exploitation de l'établissement précité, conformément aux dispositions de l'article L 181-14, dans les formes prévues par les articles R.181-12, R.181-13, R. 181-14, D.181-15-2 du code de l'environnement.

Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3

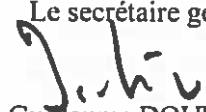
Le présent arrêté sera notifié à la société PORTIGLIATI.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture et Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Cluses.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Guillaume DOUHERET